

Études économiques de l'OCDE, Luxembourg, 2010

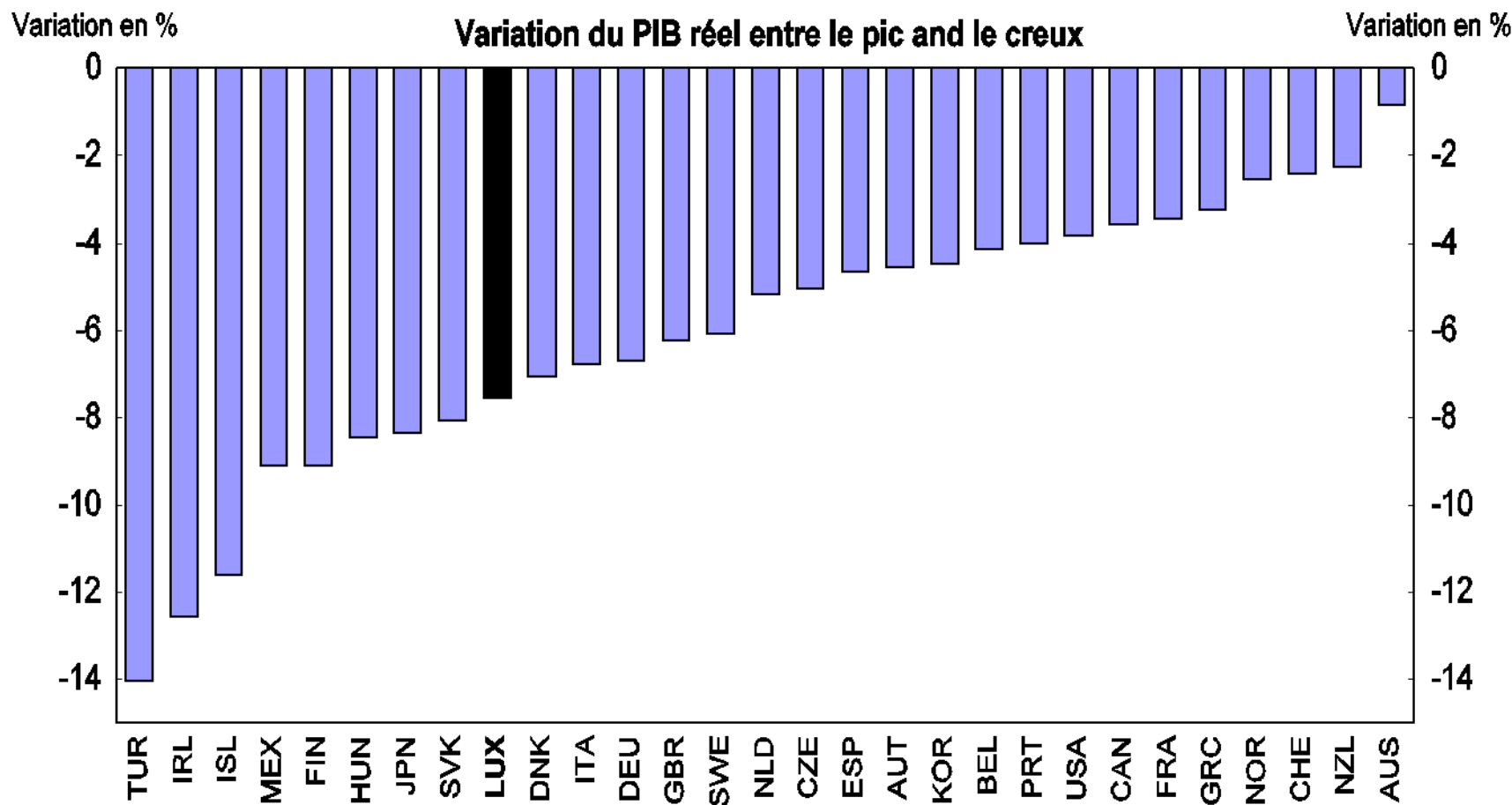
Présentation du Secrétariat de l'OCDE
10 mai 2010

Robert Ford, Piritta Sorsa
Jeremy Lawson, Artur Radziwill

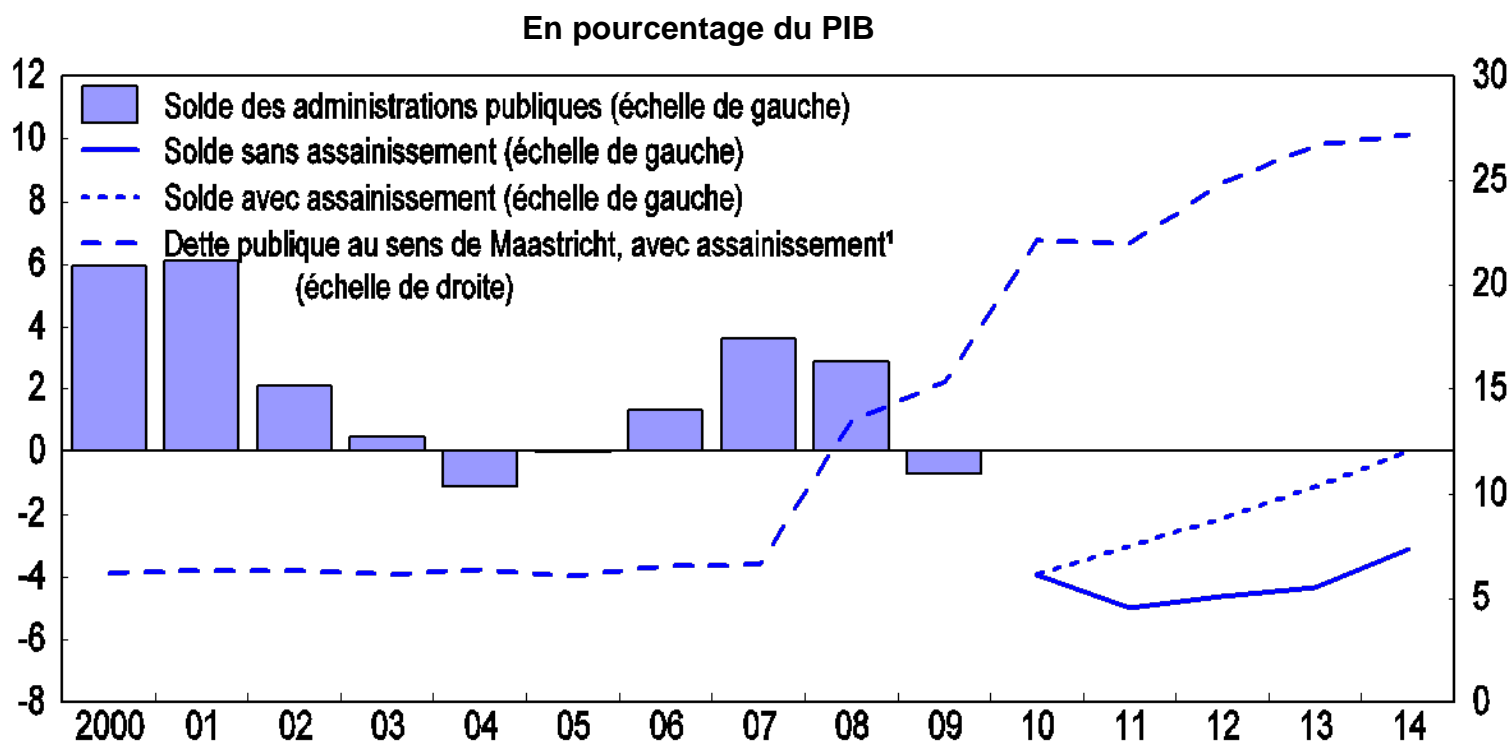
PLAN

1. Perspectives économiques et défis
2. Secteur financier
3. Marchés du travail

Le Luxembourg a été parmi les plus durement touchés par la récession dans la zone OCDE lorsque le commerce s'est effondré et les activités financières ont ralenti



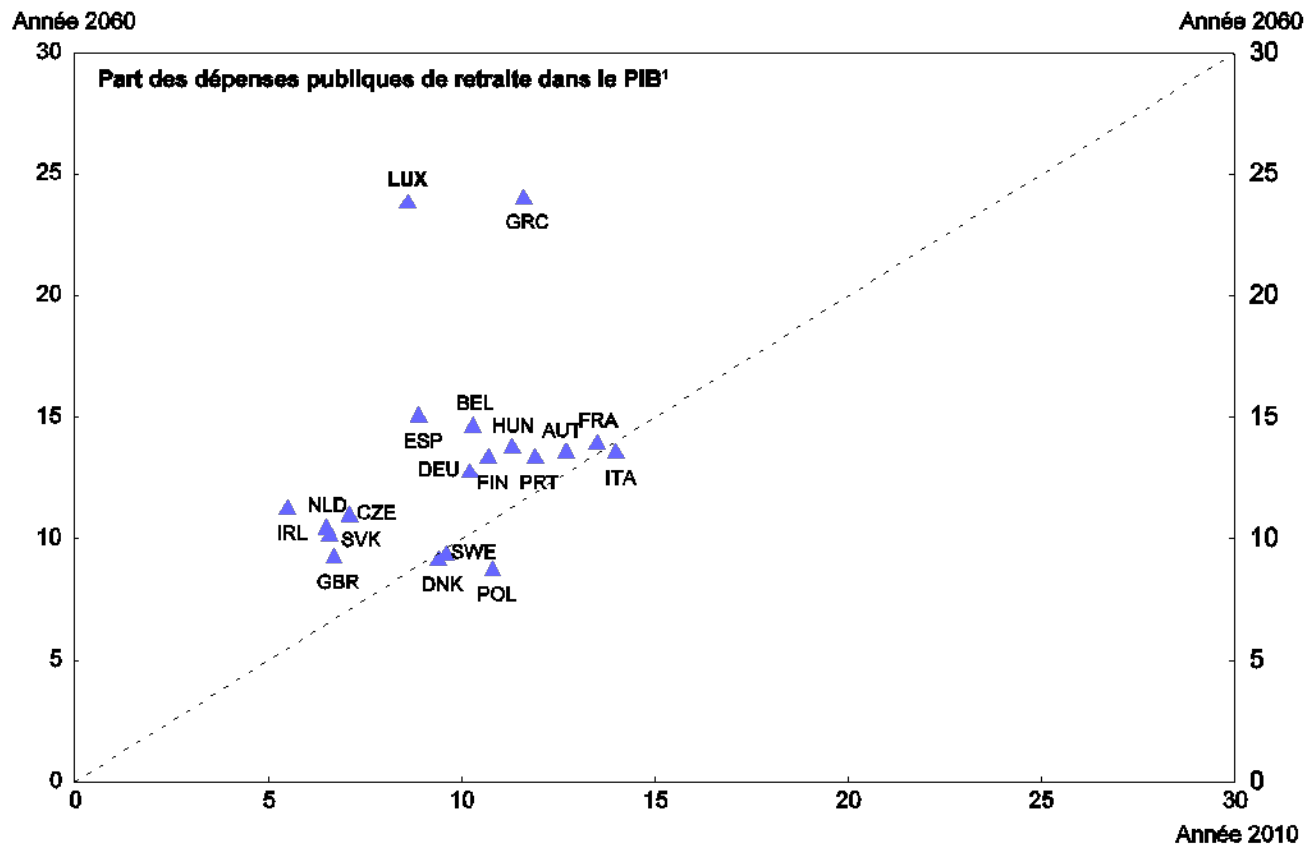
Le gouvernement a répondu avec un stimulus budgétaire conséquent, qui a contribué à soutenir l'activité, mais qui augmente une dette déjà en hausse. Un plan d'assainissement crédible sera nécessaire pour un retour à des finances publiques saines.



1. Intègre les informations disponibles jusqu'à la fin de l'année 2009.

Source: OCDE, Base de données à moyen terme de l'OCDE and Ministère des Finances (2010), 11ème actualisation du programme de stabilité et de croissance du Grand Duché de Luxembourg pour la période 2009-2014.

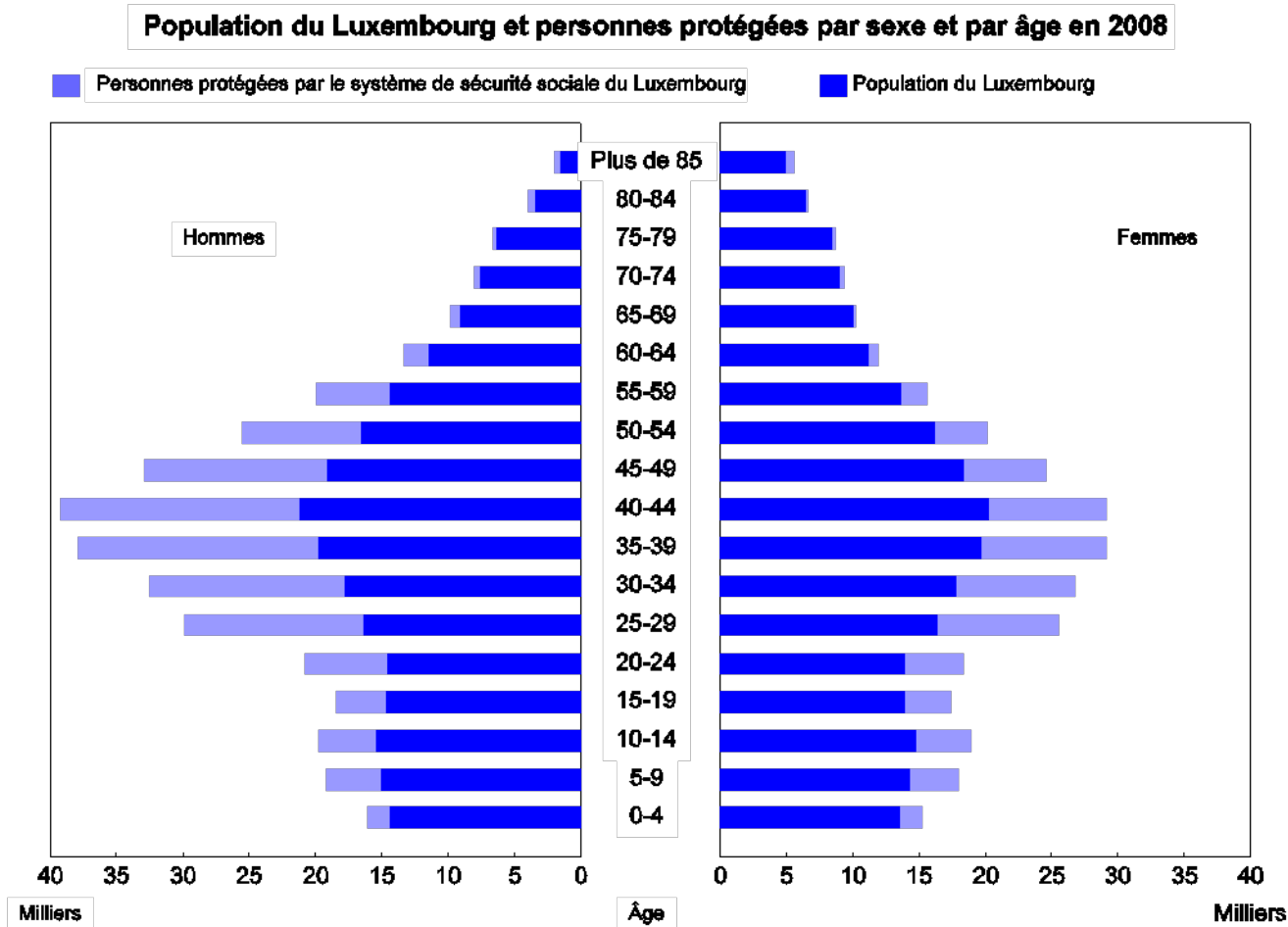
Le besoin de consolidation est renforcé par le poids de retraite futures.



1. Prévisions de l'UE pour 2010 et 2060.

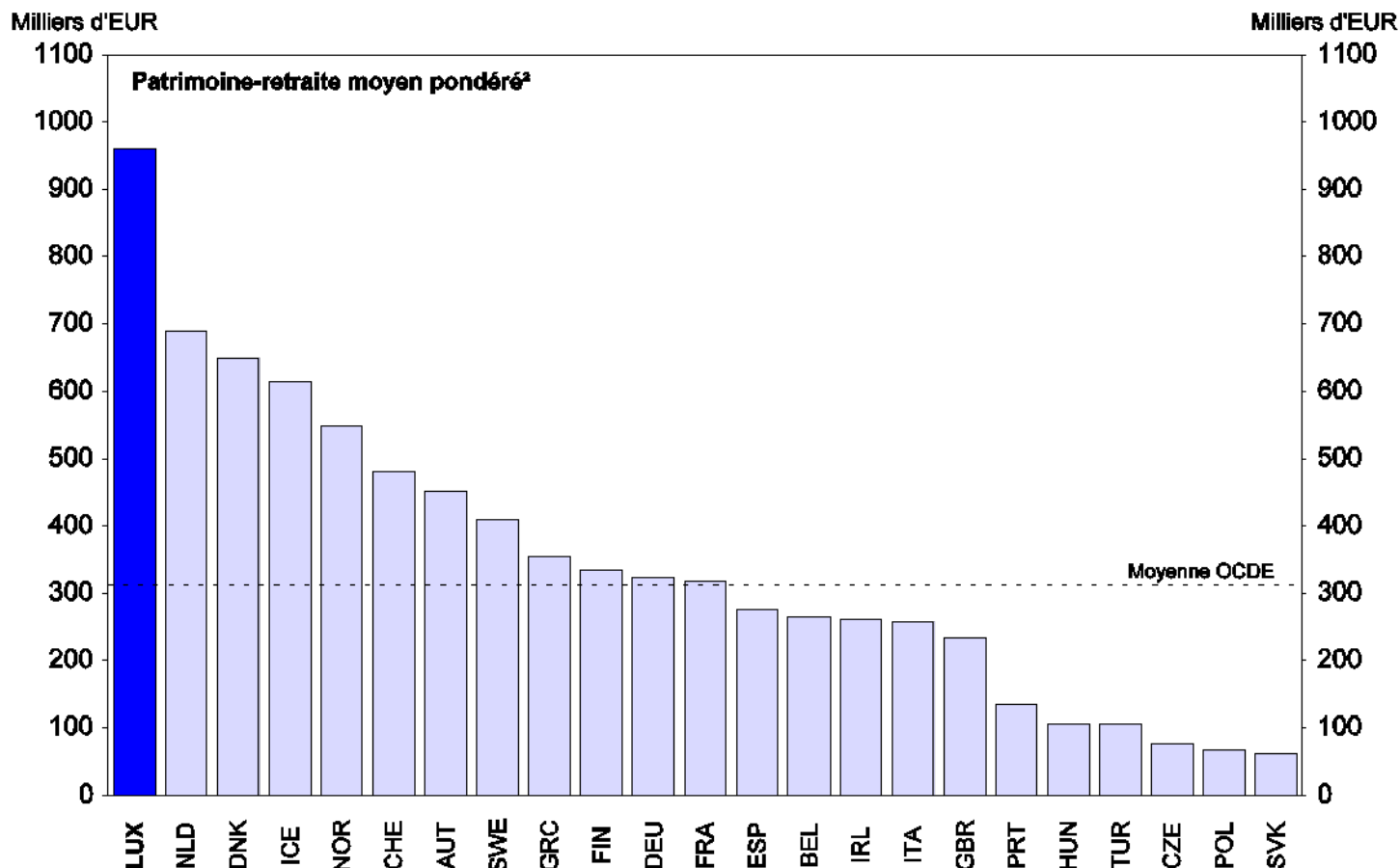
Source: Commission européenne, Rapport sur la durabilité, 2009.

... la population vieillissant rapidement et ...



Source: Inspection générale de la sécurité sociale, Luxembourg and EUROSTAT.

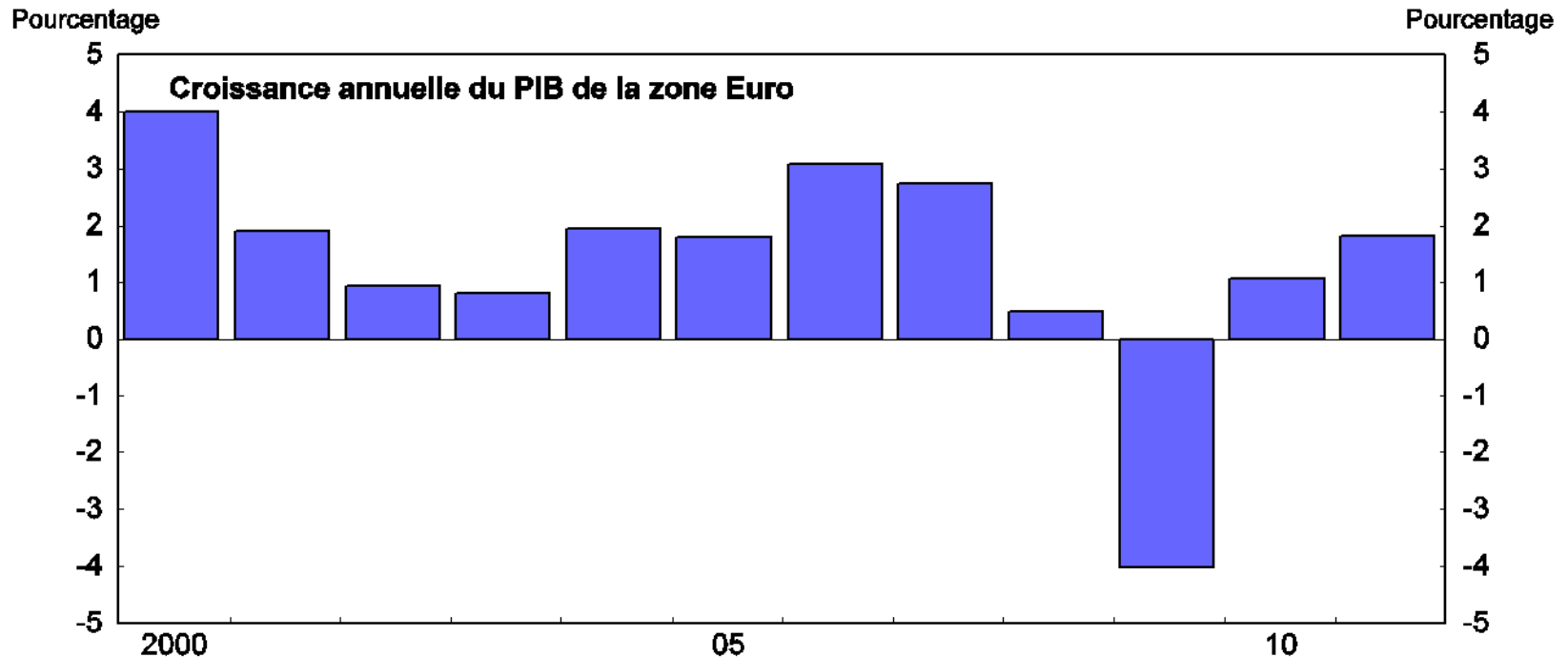
... les prestations étant généreuses. La valeur actuelle nette des engagements publics de retraite par personne au Luxembourg est parmi la plus importante de l'OCDE.



2. Les projections des modèles de retraite de l'OCDE sont basées sur la situation en 2006. Moyenne simple du patrimoine-retraite moyen pondéré par sexe.

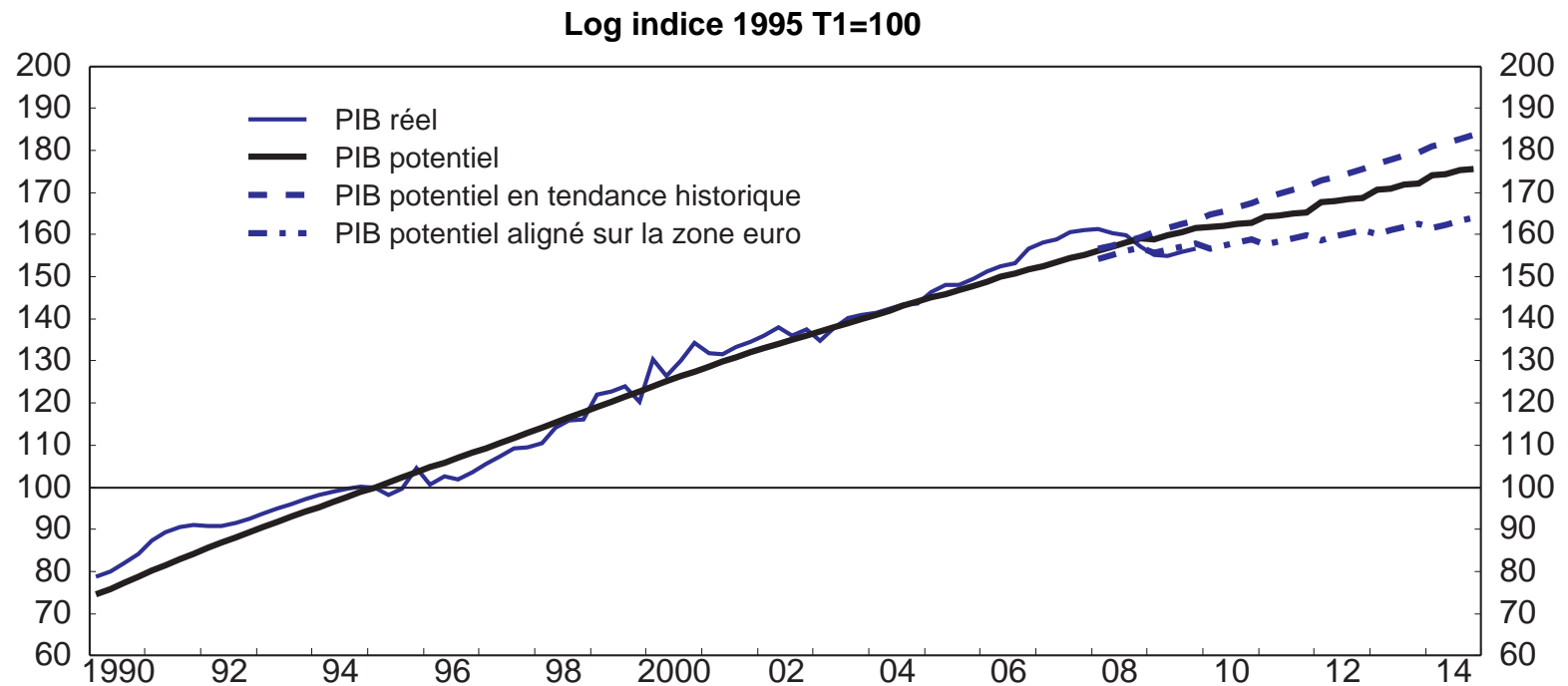
Source: Commission européenne, Sustainability Report 2009 et OCDE, Les pensions dans les pays de l'OCDE 2009.

La reprise sera difficile car la croissance de l'UE sera lente, et le secteur financier fait face à de nouveaux défis en particulier liés à la réglementation !



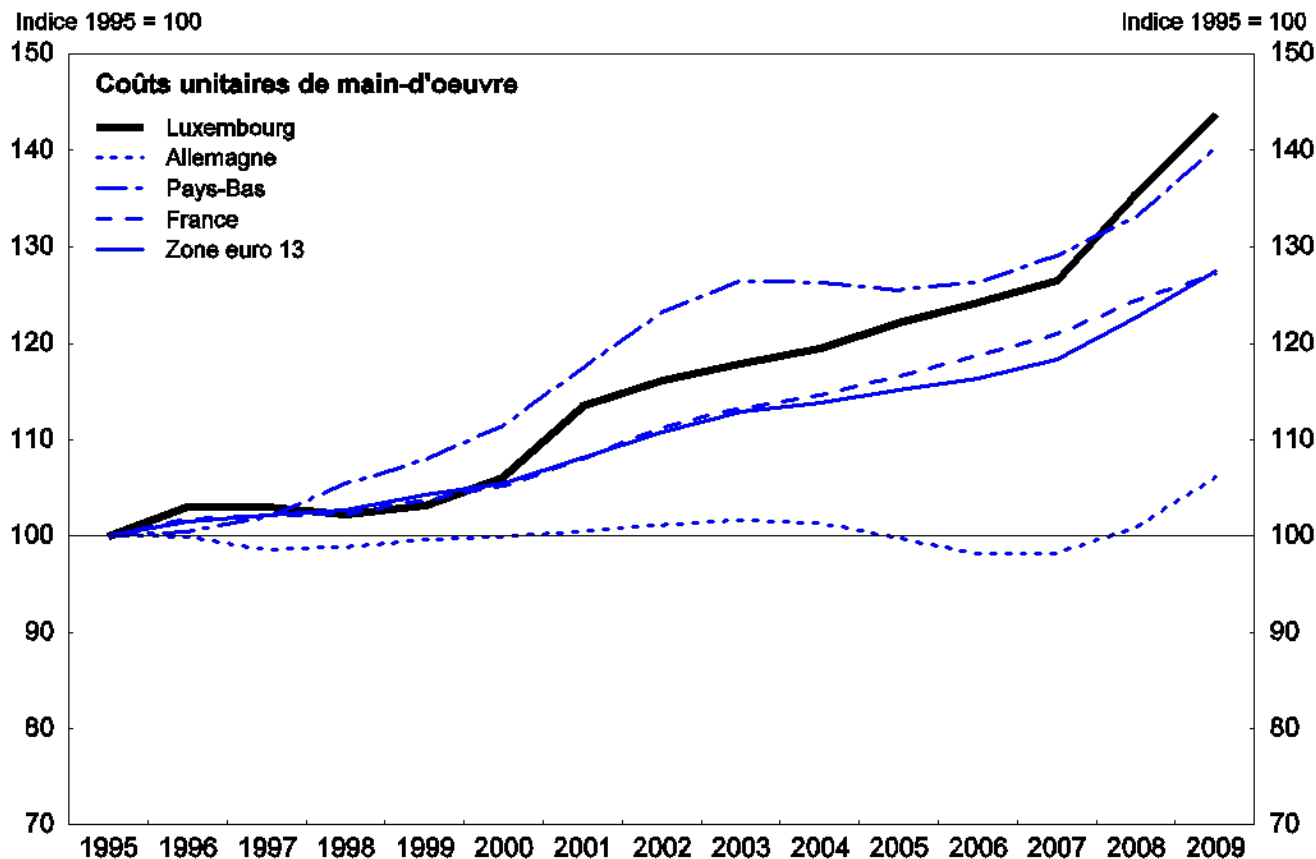
Source: OCDE, Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE.

Aussi, la croissance potentielle est susceptible de baisser si le coût du capital augmente et les taux de participation diminuent



Source: Base de données à moyen terme de l'OCDE et calculs de l'OCDE.

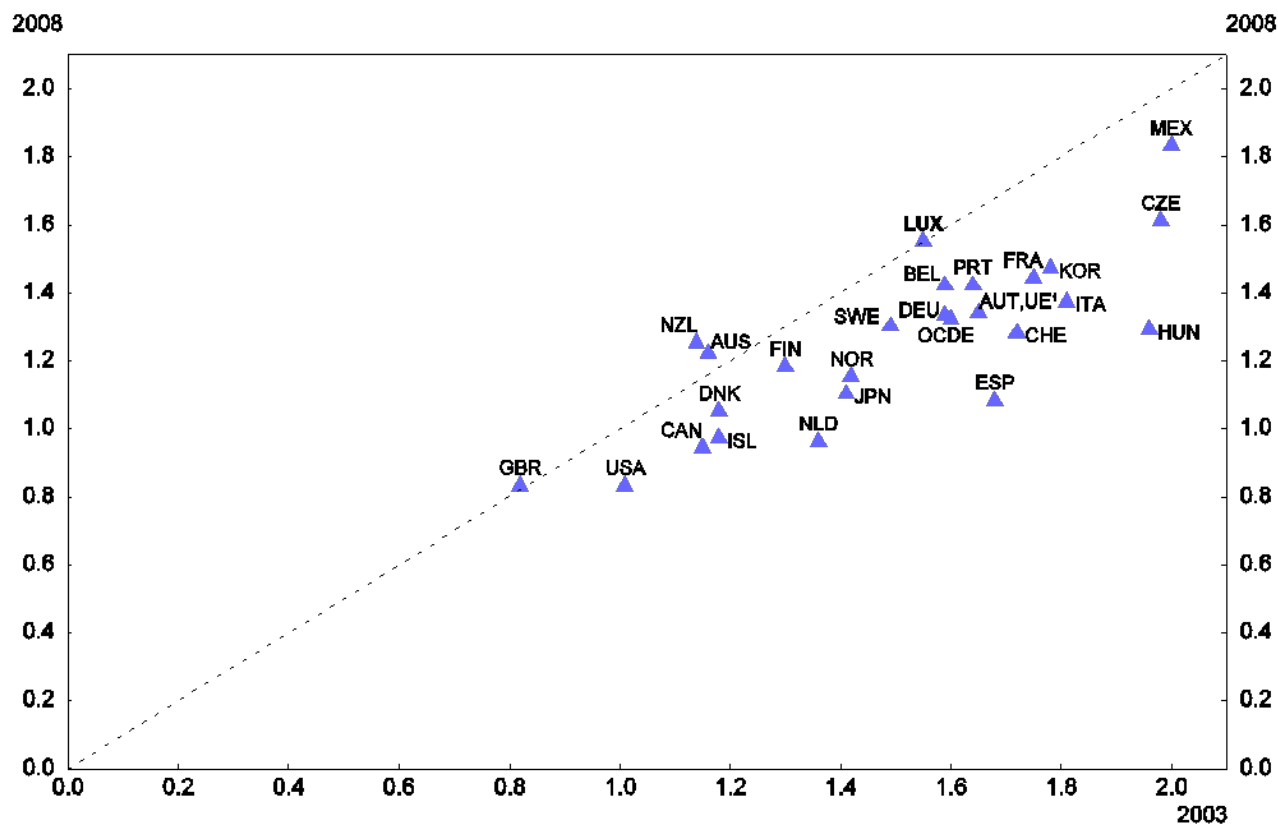
.. Et la compétitivité s'est détériorée.



Source: OCDE, Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE.

La reprise peut aussi être entravée par des rigidités structurelles, par exemple la réglementation des marchés de produits (RMP) parmi les plus restrictives de l'OCDE

Indice s'échelonnant de 0 (restriction la plus faible) à 6 (restriction la plus élevée)



1. EU average correspond to EU19 countries.

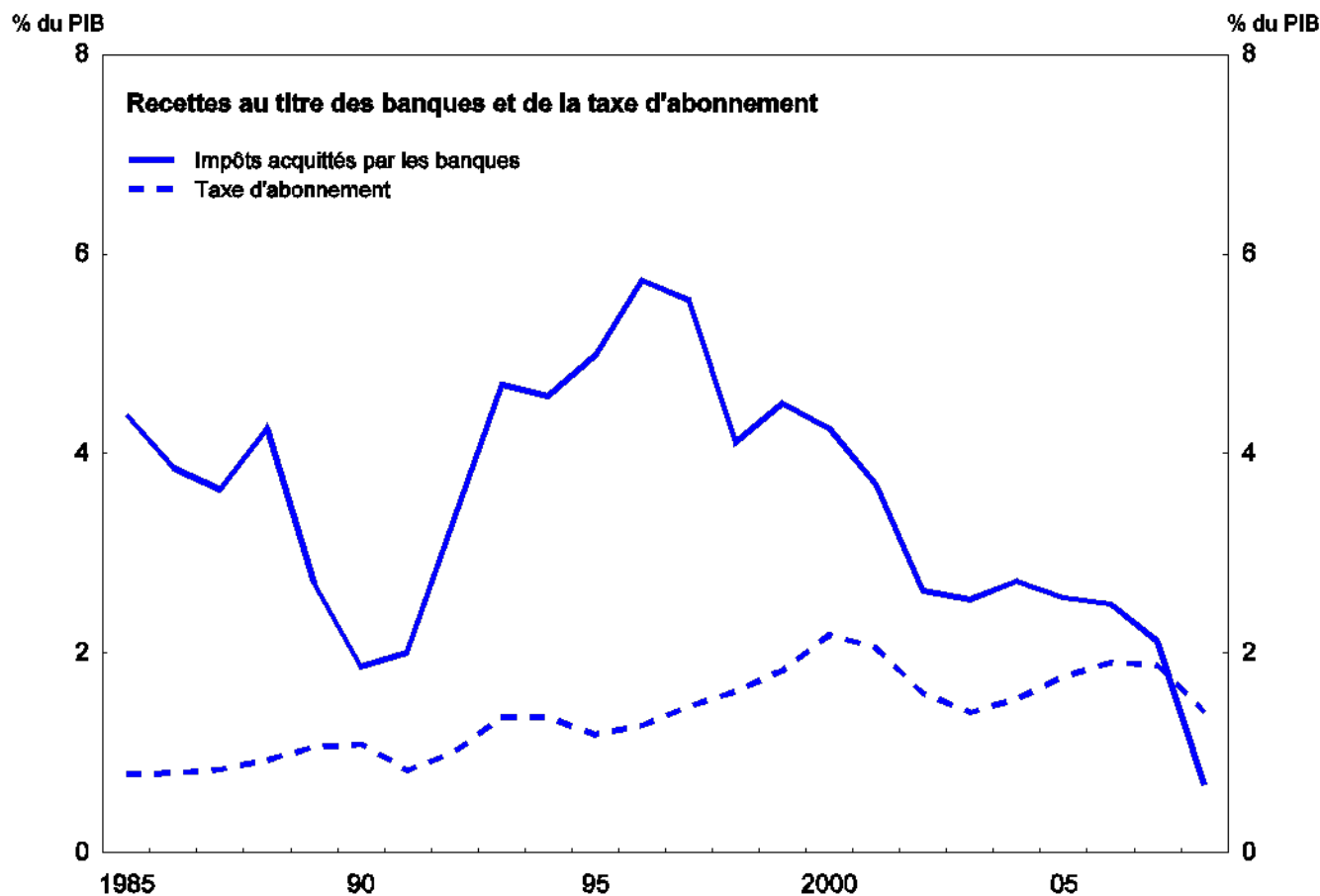
Source: OECD, Product Market Regulation Database.

Que peuvent faire les politiques économiques pour renforcer la reprise et la croissance ?

- Annoncer un plan crédible de consolidation budgétaire et des réformes du système de retraite (chapitre 1) ;
- Poursuivre les réformes structurelles (chapitre 2) ;
- Relever les défis et répondre aux risques dans le secteur financier (Artur) ;
- Améliorer le fonctionnement des marchés du travail (Jeremy)

L'avenir du secteur financier est d'une importance clé pour la croissance, l'emploi et les finances publiques au Luxembourg.

SECTEUR FINANCIER

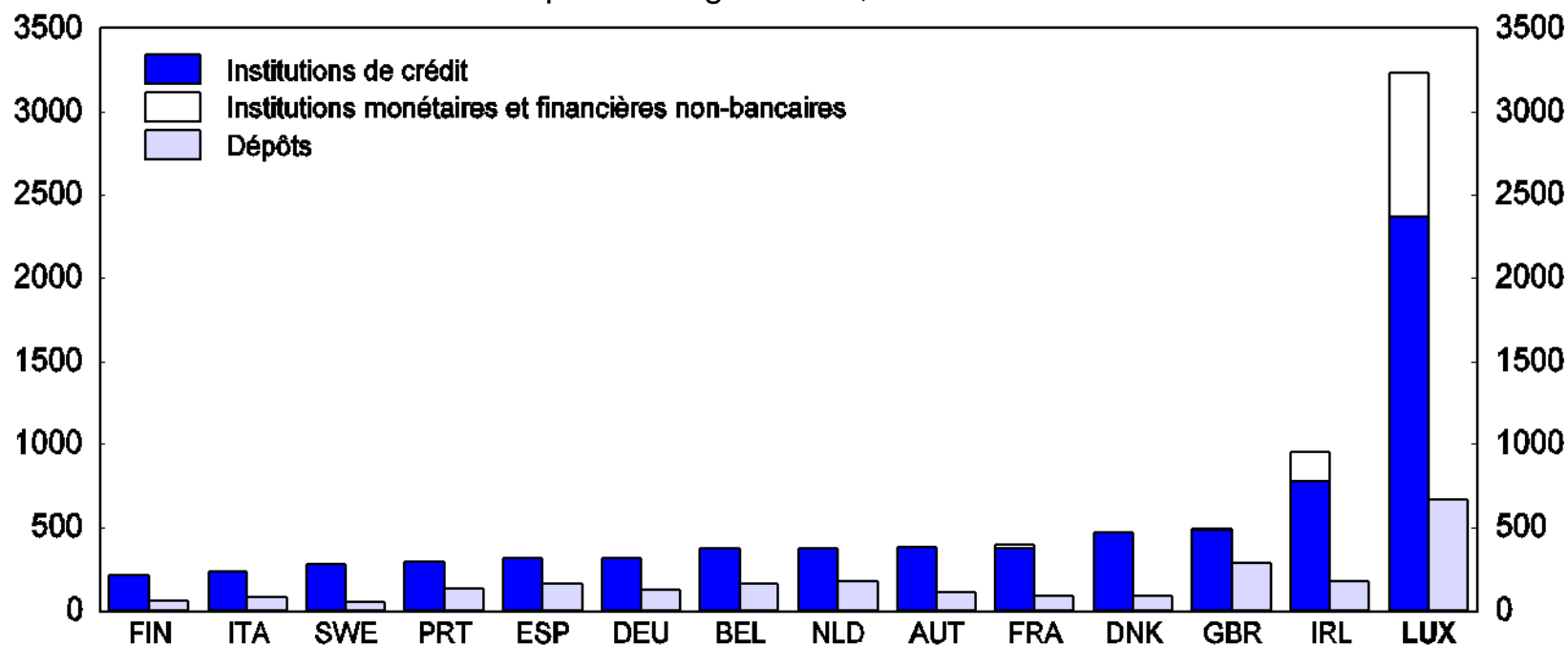


Source: Statec, Commission de surveillance du secteur financier et OCDE, base de données des Perspectives économiques de l'OCDE.

... Son poids élevé rend l'économie vulnérable face aux tendances des marchés financiers

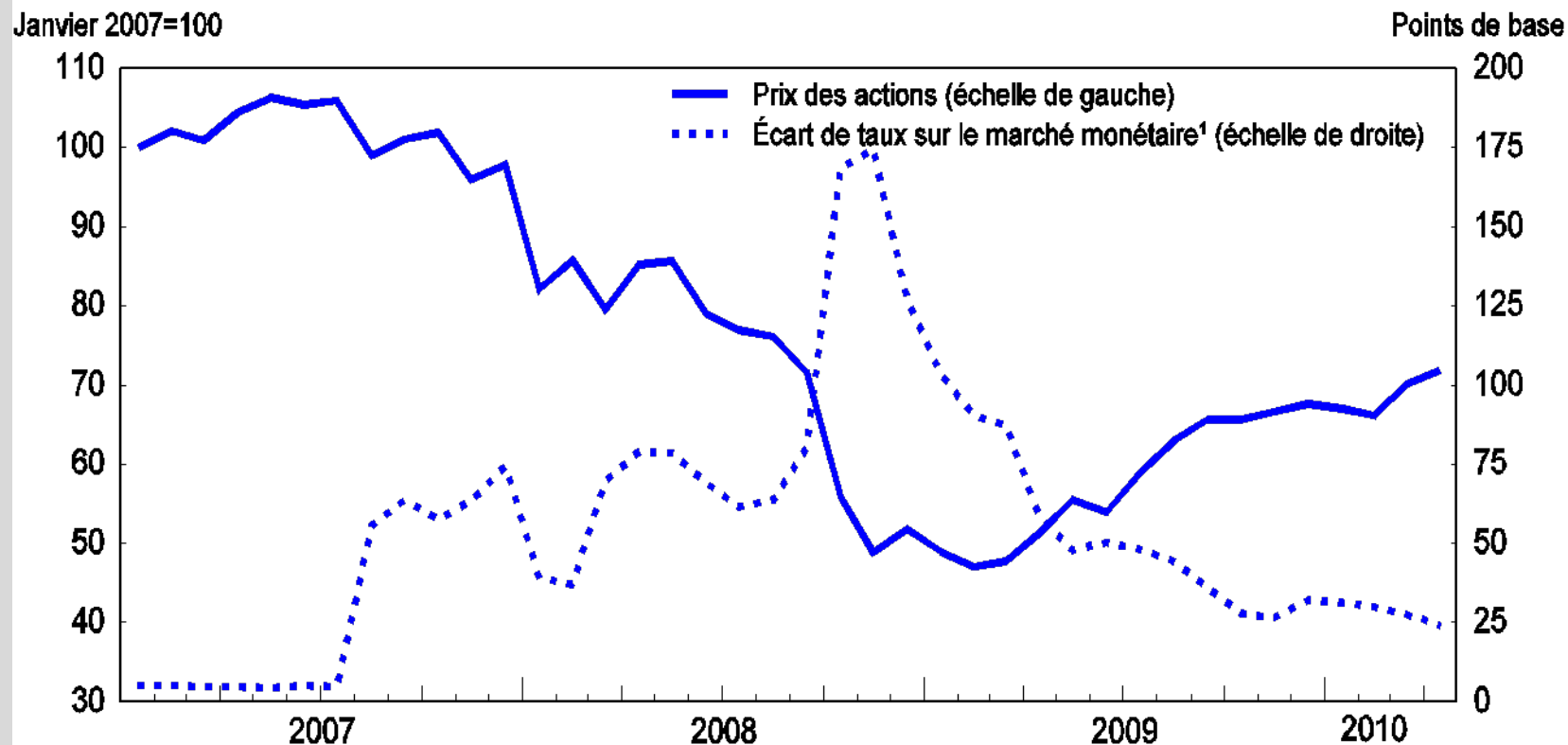
SECTEUR FINANCIER

En pourcentage du PIB, 2008



Une reprise a commencé à la fois dans la zone Euro et sur les marchés financiers du Luxembourg ...

SECTEUR FINANCIER



1. Spread between three-month EURIBOR and EONIA swap index.

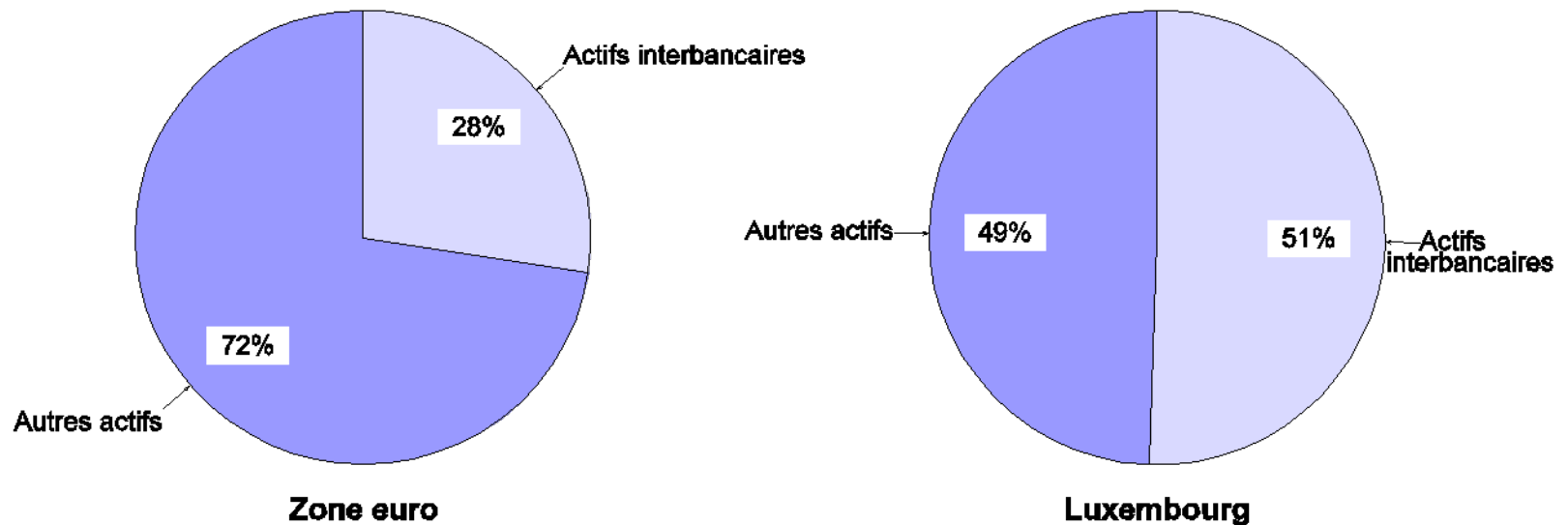
Source: Datastream.

... mais fait face à de nombreux défis et aux risques.

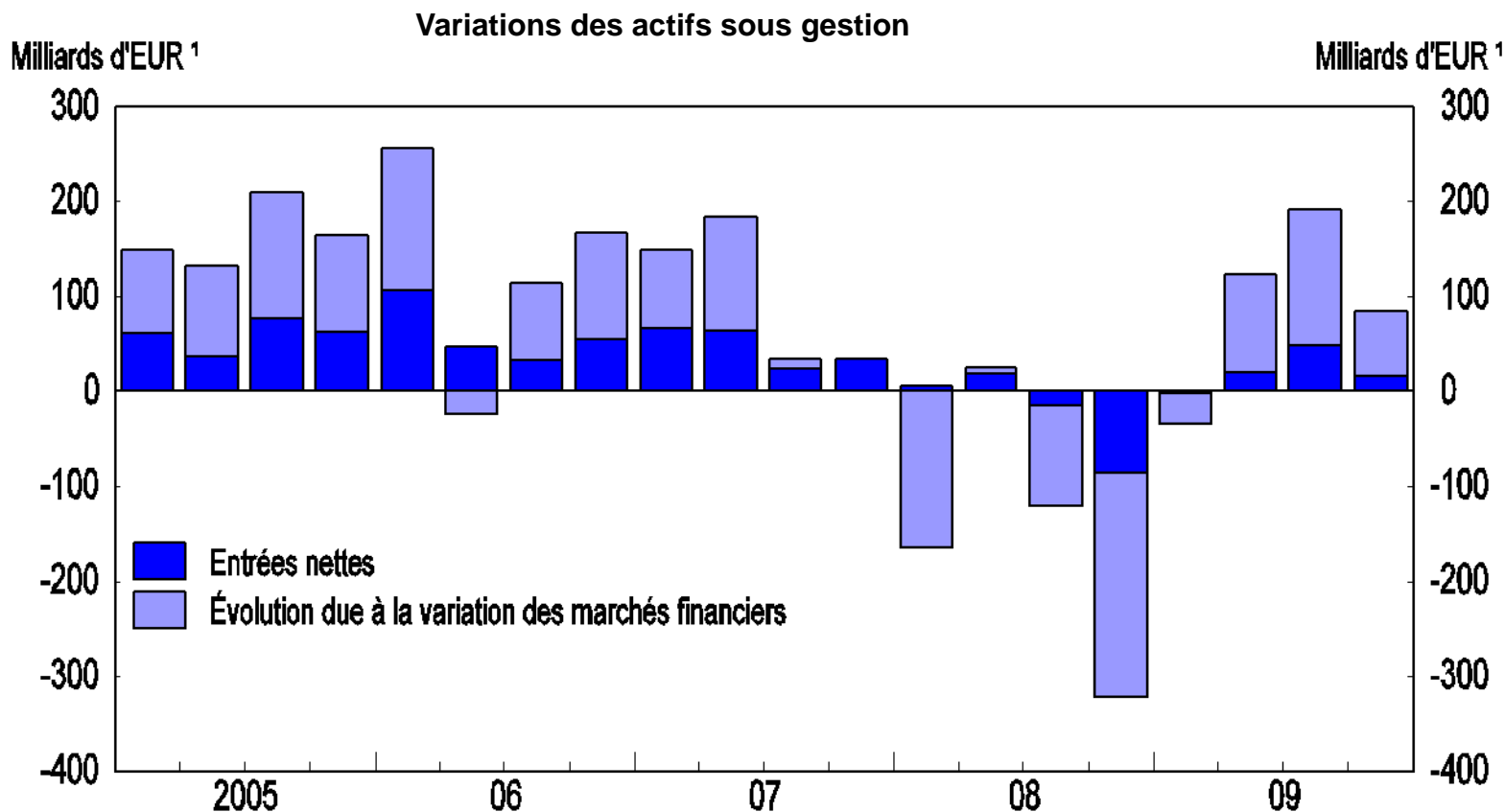
- Le secteur financier luxembourgeois est fortement spécialisé (la gestion d'actifs, la liquidité intra-bancaires, les marchés monétaires)
- Vulnérable aux changements des réglementations pertinentes, en particulier
 - Nouveau règlement du Comité de Bâle sur le capital et les liquidités
 - Directive européenne sur les fonds de placement (OPCVM 4)
- Vulnérable à l'évolution de l'industrie financière ...
 - les perspectives du secteur (par exemple, l'attrait des fonds monétaires par rapport aux dépôts interbancaires, banque privée)
 - Choix des juridictions les plus favorables

... La gestion de la liquidité implique des risques inhérents dus aux fortes expositions inter-bancaires et les expositions intra-groupes ...

Moyenne sur la période 1999-2009



... et la gestion de portefeuilles est hautement pro-cyclique.



1. Changements trimestriels basés sur le montant de l'évolution mensuelle.

Source: Commission de surveillance du secteur financier.

Pour faire face à ces défis, la surveillance efficace doit continuer et la coopération transfrontière doit être renforcée ...

- Maintenir la réglementation de la liquidité selon les meilleures pratiques internationales qui émergent
- Participer pleinement au développement de la coopération transfrontalière des collèges de surveillance
- Renforcer la coopération entre la CSSF et la BCL et envisager la création d'une institution de supervision unique
- Clarifier les exigences relatives aux banques de dépôt et de séparer la propriété entre les activités de contrôle et de gestion d'actifs
- Evoluer vers une assurance des dépôts financée ex-ante avec des primes liées aux risques et réduire le délai de paiement à quelques jours

En outre, le développement du secteur financier bénéficierait de l'amélioration des conditions générales :

- des transports et de l'offre de logements pour accroître l'attractivité
- de la concurrence et la flexibilité du marché du travail afin d'améliorer la compétitivité des coûts (ci-dessous)
- des résultats de l'éducation renforcée pour apporter des compétences nécessaires

Au cours des deux dernières décennies, la demande de travail a été forte ce qui a attiré un grand nombre de migrants et de travailleurs transfrontaliers

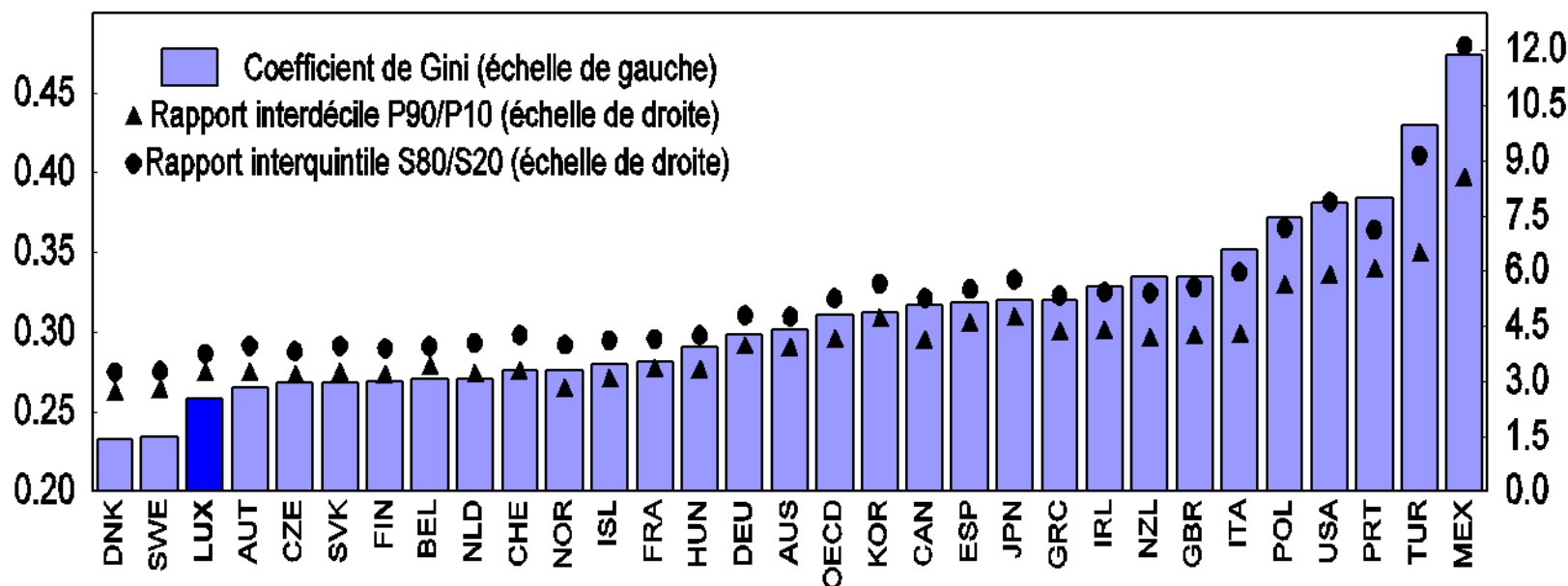
	1991	2008	% change
Population	387 ¹	489 ¹	26
<i>Dont : Foreign-born</i>	113 ¹	216 ¹	91
Emploi	195 ¹	349 ¹	78
<i>Dont : Résidents</i>	164 ¹	217 ¹	32
<i>Non-résidents</i>	31 ¹	131 ¹	320
<i>Secteur publique</i>	23 ¹	33 ¹	41
Résident au chômage	2 ¹	10 ¹	330
Population active résidente	166 ¹	227 ¹	37
Working-age population	267 ¹	332 ¹	24
Unemployment rate ²	1.4 ²	4.4 ²	
Employment rate ³	61.5 ²	65.5 ²	
Participation rate ³	62.4 ²	68.4 ²	

1. In thousands. 2. In per cent of the resident labour force. 3. In per cent of the resident working-age population.

Source: OECD (2010), *Labour Force Statistics database* and STATEC.

La croissance rapide n'a pas été accompagnée d'une augmentation significative de l'inégalité

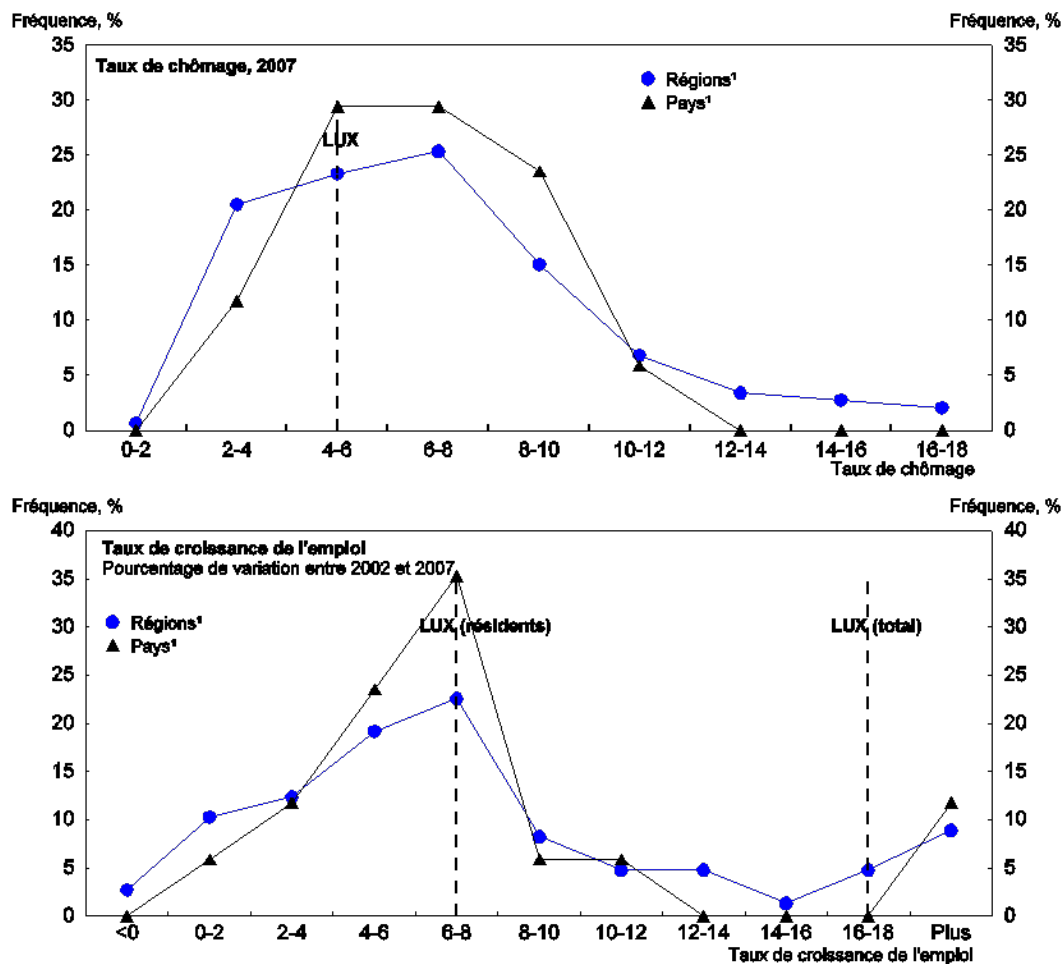
Milieu des années 2000



1..Les pays sont classés, de gauche à droite, dans l'ordre croissant du coefficient de Gini. Les données se réfèrent à la mi-2000 pour tous les pays sauf au Japon et en Suisse, où ils se rapportent à 2000. Le concept de revenu utilisé est celui du revenu disponible des ménages en espèces, ajusté à la taille du ménage avec une élasticité de 0,5.

Source: L'inégalité de l'OCDE (2008), en croissance (Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE).

Mais la performance du marché du travail est moins bonne que dans d'autres régions

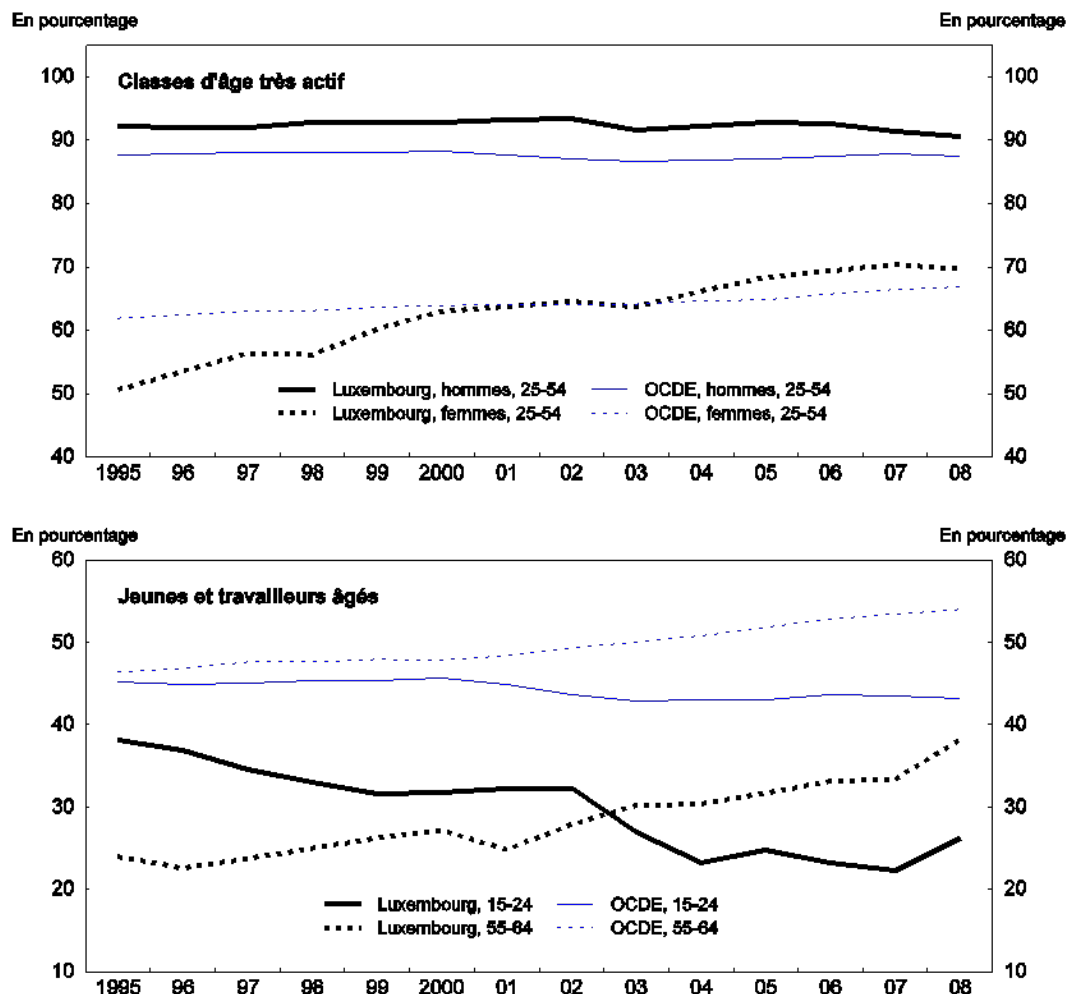


1. Les pays et régions d'Europe couvrent les 13 pays de la zone euro ainsi que la République Tchèque, la Norvège, la Suède et le Royaume-Uni.

Source: OCDE, base de données des Statistiques régionales et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE.

Et il y a des poches de faible lien au marché du travail

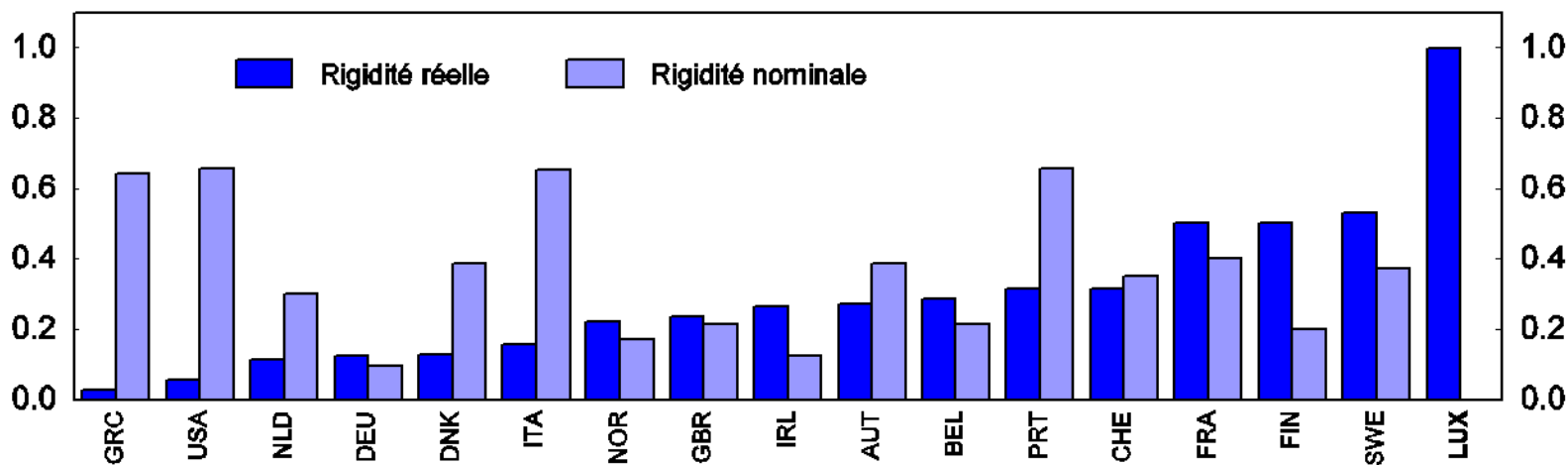
Taux d'emploi des résidents



Source: OCDE (2010), base de données des Statistiques de la population active.

L'indexation des salaires réduit la flexibilité des salaires réels

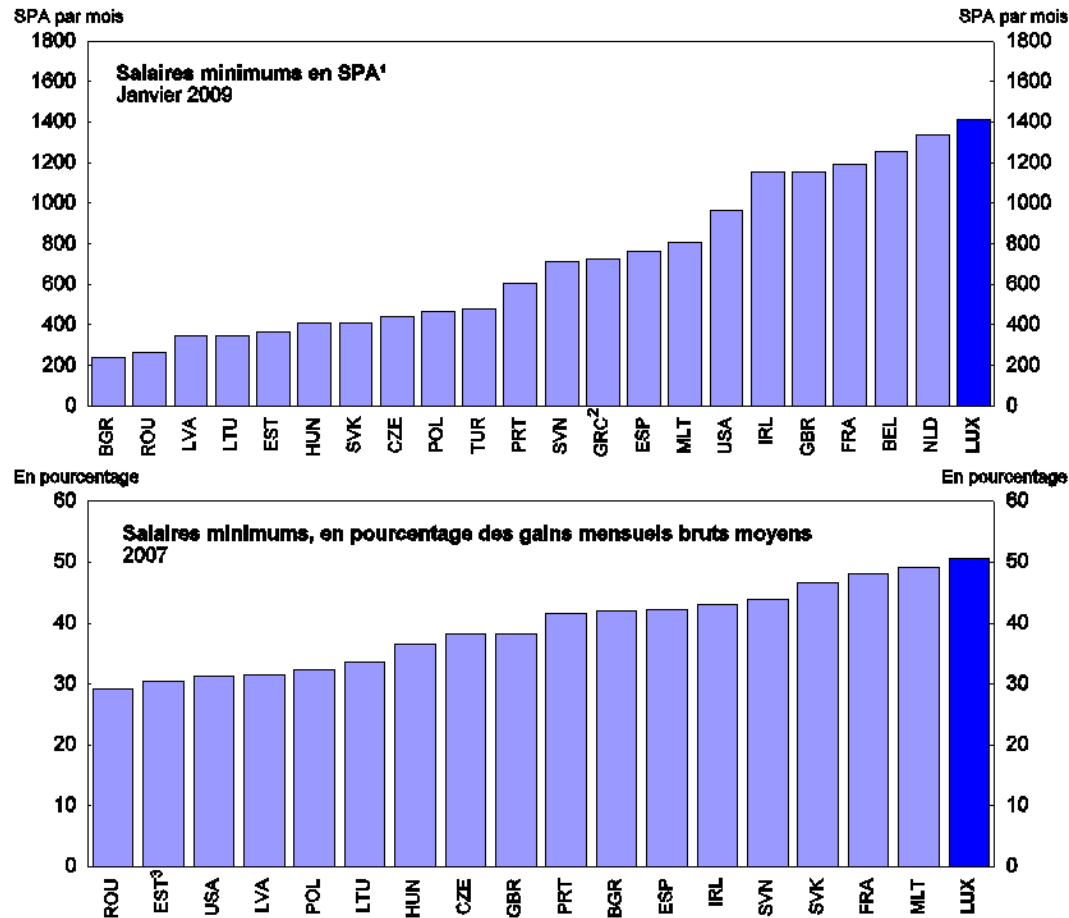
Indice s'échelonnant de 0 (cas où personne n'est concerné par la rigidité)
à 1 (la réglementation la plus sévère)



1. Estimation Mixed Method of Moments de la prévalence de la rigidité à la baisse des salaires réels et des salaires nominaux, moyenne de toutes les années pour chaque pays. Par construction, les mesures sont classées de 0 (cas où personne n'est concerné par la rigidité) à 1 (cas où tous les travailleurs sont potentiellement concernés).

Source: Dickens, W. et al. (2007), The Interaction of Labor Markets and Inflation: Analysis of Micro Data from the International Wage Flexibility Project et Lünemann et Wintr (2010) pour les résultats du Luxembourg.

Alors que la fixation du salaire minimum doit être davantage fondée sur des critères économiques

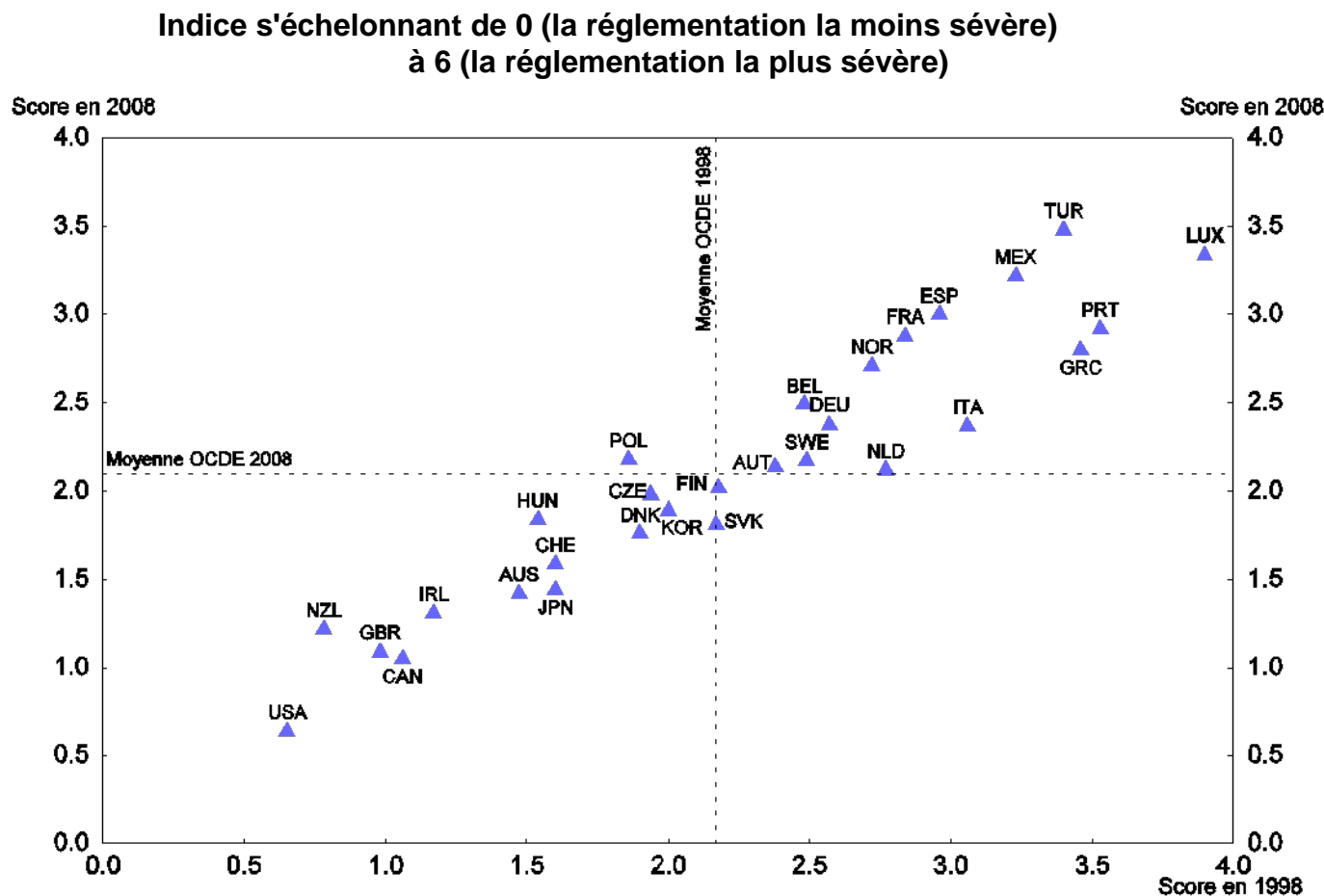


1. Valeurs estimées à partir des données du SPA de 2008.; 2. Juillet 2008. ; 3. 2006.

Source: Eurostat.

Et la législation relative à la protection de l'emploi est beaucoup trop stricte

MARCHÉ DU TRAVAIL

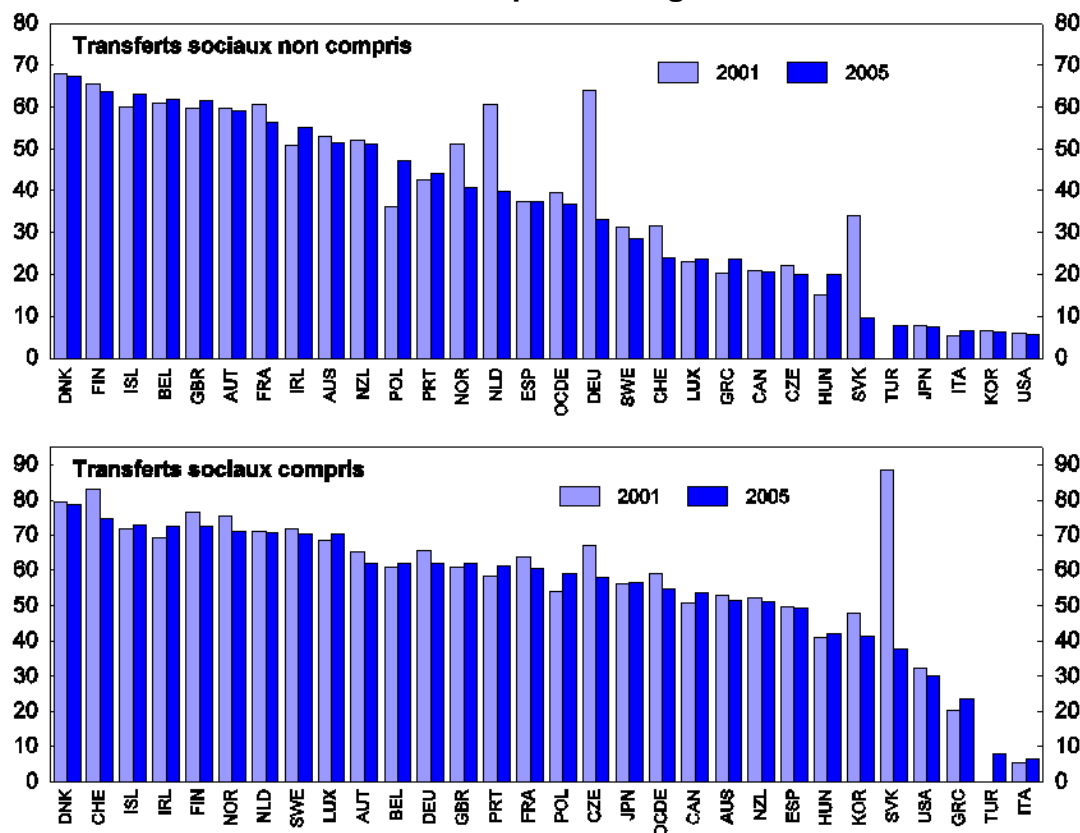


1. Les données du Luxembourg sont celles de 2003 et 2008.
2. Les indicateurs de la protection d'emploi de l'OCDE sont des indicateurs synthétiques de la rigueur de la réglementation concernant les licenciements et l'utilisation des contrats temporaires.

Source: OCDE, Base de données sur le marché du travail.

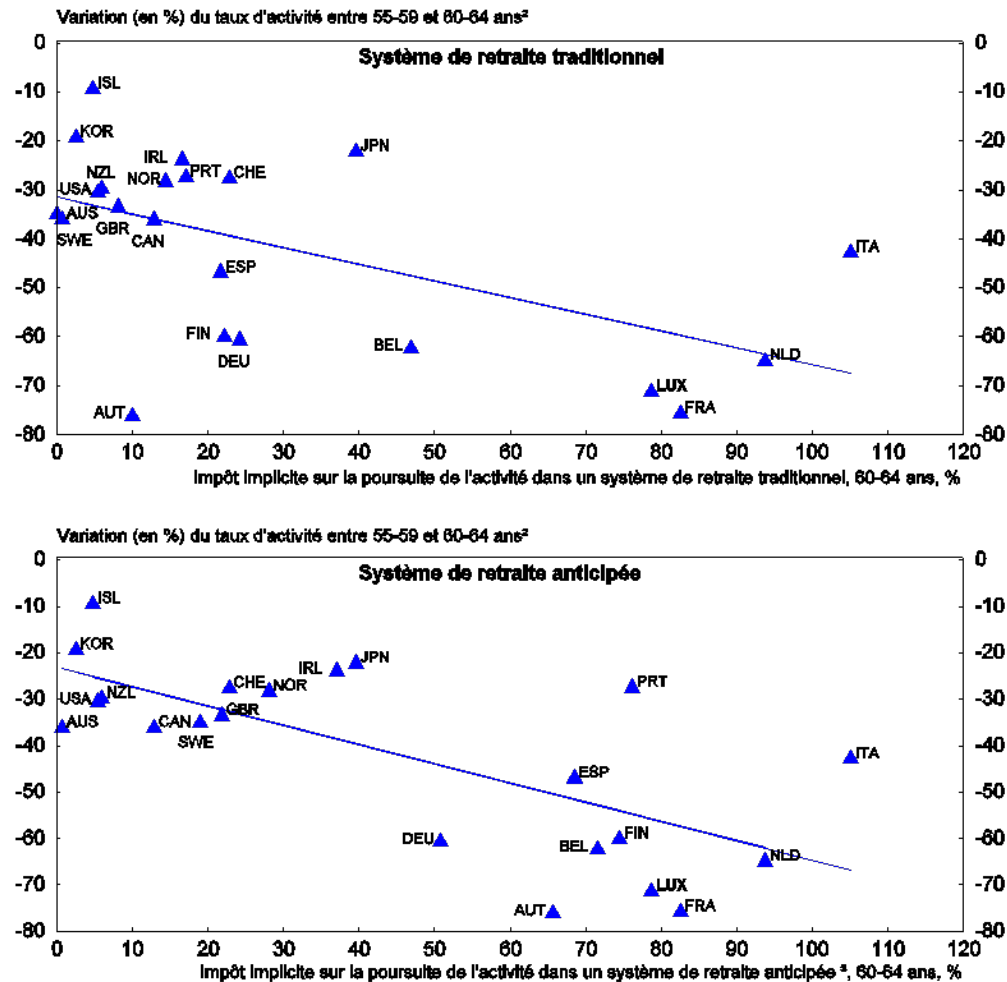
Les réformes destinées à stimuler la demande d'emploi doivent être complétées par des réformes qui inciteraient les groupes marginalisés à travailler plus

Moyenne des taux de remplacement nets sur 60 mois
En pourcentage



La réforme des retraites est particulièrement importante étant donné le faible taux de participation des travailleurs plus âgés

Gains d'un ouvrier moyen célibataire, 1999



Source: Duval, R. (2003), The Retirement Effects of Old-Age Pension and Early Retirement Schemes in OECD Countries, OECD Economics Department Working Papers, No. 370, OECD, Paris; and OECD (2010), Labour Force Statistics database.

QUE PEUVENT FAIRE LES POLITIQUES ?

- Augmenter les incitations au travail par:
 - La réduction progressive des taux de remplacement du chômage
 - Restreindre l'admissibilité à l'assurance-chômage des jeunes
 - Améliorer le service public de l'emploi et renforcer l'action des politiques
 - La réduction progressive des taux de remplacement du chômage
 - S'assurer de la rentabilité de tous les programmes du marché du travail
 - Réduire la générosité des prestations sociales
 - Compte tenu de l'introduction d'un système d'avantages liés au travail; et
 - Réformer le système de pension afin de réduire les incitations à la retraite anticipée

- Réformer le système de fixation des salaires :
 - Dans un premier temps, indexer les salaires à l'inflation sous-jacente plutôt qu'à l'échelle mobile des salaires.
- Améliorer l'efficacité du salaire minimum:
 - Focus sur l'impact économique des ajustements et mettre en place un Conseil indépendant du salaire minimum
- Réduire la rigueur de la législation relative à la protection de l'emploi